

1^o par l'insertion, après le paragraphe *n* de la rubrique «**6. Commerces prioritaires**», du paragraphe suivant :

«*n.1.* Entreposage domestique»;

2^o par la suppression, dans le paragraphe *c* de la rubrique «**7. Médias et télécommunications**», de «(uniquement pour l'impression des journaux)»;

3^o par l'ajout, à la fin du paragraphe *j* de la rubrique «**11. Services prioritaires de transport et logistique**», de «, incluant la vente».

Québec, le 17 avril 2020

La ministre de la Santé et des Services sociaux,
DANIELLE MCCANN

72479

A.M., 2020

Arrêté numéro 2020-025 de la ministre de la Santé et des Services sociaux en date du 19 avril 2020

Loi sur la santé publique
(chapitre S-2.2)

CONCERNANT l'ordonnance de mesures visant à protéger la santé de la population dans la situation de pandémie de la COVID-19

LA MINISTRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX,

Vu l'article 118 de la Loi sur la santé publique (chapitre S-2.2) qui prévoit que le gouvernement peut déclarer un état d'urgence sanitaire dans tout ou partie du territoire québécois lorsqu'une menace grave à la santé de la population, réelle ou imminente, exige l'application immédiate de certaines mesures prévues à l'article 123 de cette loi pour protéger la santé de la population;

Vu le décret numéro 177-2020 du 13 mars 2020 qui déclare l'état d'urgence sanitaire dans tout le territoire québécois pour une période de 10 jours;

Vu le décret numéro 223-2020 du 24 mars 2020 qui prévoit diverses mesures pour protéger la santé de la population dont, en annexe, les services prioritaires maintenus en activité;

Vu que ce décret autorise la ministre de la Santé et des Services sociaux à modifier cette annexe pour y ajouter ou y retirer des services prioritaires ou pour y apporter une précision;

Vu que la ministre de la Santé et des Services sociaux a modifié l'annexe de ce décret par les arrêtés numéros 2020-010 du 27 mars 2020, 2020-011 du 28 mars 2020, 2020-013 du 1^{er} avril 2020, 2020-014 du 2 avril 2020, 2020-015 du 4 avril 2020, 2020-016 du 7 avril 2020, 2020-017 du 8 avril 2020, 2020-018 du 9 avril 2020, 2020-021 du 14 avril 2020 et 2020-023 du 17 avril 2020;

Vu que l'état d'urgence sanitaire a été renouvelé jusqu'au 29 mars 2020 par le décret numéro 222-2020 du 20 mars 2020, jusqu'au 7 avril 2020 par le décret numéro 388-2020 du 29 mars 2020, jusqu'au 16 avril 2020 par le décret 418-2020 du 7 avril 2020 et jusqu'au 24 avril 2020 par le décret numéro 460-2020 du 15 avril 2020;

Vu que ce dernier décret prévoit que les mesures prévues par les décrets numéros 177-2020 du 13 mars 2020, 222-2020 du 20 mars 2020 et 223-2020 du 24 mars 2020 et par les arrêtés numéros 2020-003 du 14 mars 2020, 2020-004 du 15 mars 2020, 2020-005 du 17 mars 2020, 2020-006 du 19 mars 2020, 2020-007 du 21 mars 2020, 2020-008 du 22 mars 2020, 2020-009 du 23 mars 2020, 2020-010 du 27 mars 2020, 2020-011 du 28 mars 2020, 2020-012 du 30 mars 2020, 2020-013 du 1^{er} avril 2020, 2020-014 du 2 avril 2020, 2020-015 du 4 avril 2020, 2020-016 du 7 avril 2020, 2020-017 du 8 avril 2020, 2020-018 du 9 avril 2020, 2020-019 et 2020-020 du 10 avril 2020 et 2020-021 du 14 avril 2020, sauf dans la mesure où elles ont été modifiées par ces décrets ou ces arrêtés, continuent de s'appliquer jusqu'au 24 avril 2020 ou jusqu'à ce que le gouvernement ou la ministre de la Santé et des Services sociaux les modifie ou y mette fin;

CONSIDÉRANT QU'il y a lieu d'ordonner certaines mesures pour protéger la santé de la population;

ARRÊTE CE QUI SUIT :

QUE l'annexe du décret numéro 223-2020 du 24 mars 2020, modifiée par les arrêtés numéros 2020-010 du 27 mars 2020, 2020-011 du 28 mars 2020, 2020-013 du 1^{er} avril 2020, 2020-014 du 2 avril 2020, 2020-015 du 4 avril 2020, 2020-016 du 7 avril 2020, 2020-017 du 8 avril 2020, 2020-018 du 9 avril 2020, 2020-021 du 14 avril 2020 et 2020-023 du 17 avril 2020, soit de nouveau modifiée par l'ajout, à la fin de la rubrique «**9. Secteur de la construction**», du paragraphe suivant :

«e. Construction et rénovation d'habitations résidentielles, pour tout immeuble où la prise de possession d'une unité résidentielle doit avoir lieu au plus tard le 31 juillet 2020, incluant la fourniture de biens et de services pouvant être requis aux fins de ces travaux, dont la fourniture de services par les courtiers immobiliers, les arpenteurs-géomètres, les inspecteurs et les évaluateurs en bâtiment et les évaluateurs agréés»;

QUE le présent arrêté s'applique à compter du 20 avril 2020.

Québec, le 19 avril 2020

La ministre de la Santé et des Services sociaux,
DANIELLE MCCANN

72478

A.M., 2020

Arrêté numéro 2020-026 de la ministre de la Santé et des Services sociaux en date du 20 avril 2020

Loi sur la santé publique
(chapitre S-2.2)

CONCERNANT l'ordonnance de mesures visant à protéger la santé de la population dans la situation de pandémie de la COVID-19

LA MINISTRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX,

VU l'article 118 de la Loi sur la santé publique (chapitre S-2.2) qui prévoit que le gouvernement peut déclarer un état d'urgence sanitaire dans tout ou partie du territoire québécois lorsqu'une menace grave à la santé de la population, réelle ou imminente, exige l'application immédiate de certaines mesures prévues à l'article 123 de cette loi pour protéger la santé de la population;

VU le décret numéro 177-2020 du 13 mars 2020 qui déclare l'état d'urgence sanitaire dans tout le territoire québécois pour une période de 10 jours;

VU que ce décret prévoit que la ministre de la Santé et des Services sociaux peut prendre toute autre mesure requise pour s'assurer que le réseau de la santé et des services sociaux dispose des ressources humaines nécessaires;

VU que l'état d'urgence sanitaire a été renouvelé jusqu'au 29 mars 2020 par le décret numéro 222-2020 du 20 mars 2020, jusqu'au 7 avril 2020 par le décret numéro 388-2020 du 29 mars 2020, jusqu'au 16 avril 2020 par le décret 418-2020 du 7 avril 2020 et jusqu'au 24 avril 2020 par le décret numéro 460-2020 du 15 avril 2020;

VU que ce dernier décret habilite également la ministre de la Santé et des Services sociaux à prendre toute mesure prévue aux paragraphes 1^o à 8^o du premier alinéa de l'article 123 de la Loi sur la santé publique;

CONSIDÉRANT QU'il y a lieu d'ordonner certaines mesures pour protéger la santé de la population;

ARRÊTE CE QUI SUIT:

QU'un médecin non participant ou désengagé au sens de la Loi sur l'assurance maladie (chapitre A-29) puisse aussi exercer sa profession ou toute autre activité dans un centre exploité par un établissement sans autre formalité que celle d'obtenir du directeur des services professionnels, du président du conseil des médecins, dentistes et pharmaciens ou d'un chef de département clinique de cet établissement une autorisation temporaire à cet effet;

QUE cette autorisation puisse être assortie de conditions et que sa durée ne puisse excéder celle de l'état d'urgence sanitaire;

QU'un tel médecin soit réputé, aux seules fins de sa rémunération, être un médecin participant pour les activités qu'il exerce dans cet établissement;

QUE les chasseurs et les piégeurs soient autorisés à procéder, sans frais, à l'enregistrement à distance d'un animal tué ou capturé lors d'activités de chasse ou de piégeage en remplissant un formulaire rendu disponible sur le site Internet du ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs ou par téléphone en appelant au service à la clientèle de ce ministère durant ses heures d'ouverture;

QUE, lors d'un enregistrement à distance, les chasseurs et les piégeurs fournissent leurs numéros de certificat du chasseur ou du piégeur ainsi que leurs numéros de permis de chasse ou de piégeage;

QU'aucune autre formalité ne soit applicable à cet enregistrement;

QUE les mesures concernant le confinement d'un secteur de la ville de Boisbriand, prévues par l'arrêté numéro 2020-018 du 9 avril 2020, soient abrogées à compter du 21 avril 2020.

Québec, le 20 avril 2020

La ministre de la Santé et des Services sociaux,
DANIELLE MCCANN

72484